

L'option pour une Église synodale. Regard à partir de l'Église d'Algérie

Tribune Joan Carrera – Barcelone 16 octobre 2024

Introduction

L'homme, le frère, l'évêque qui s'exprime devant vous s'exprime à partir de de son histoire personnelle tissée d'éducation, de psychologie, d'expériences. Aucune réflexion théologique, aucune position ecclésiologique n'existe en soi, en dehors de nos histoires personnelles à chacun.

Je suis d'abord un homme, avocat de formation et d'exercice (7 ans), rentré à 33 ans dans l'Ordre dominicain. Mon rapport à l'Église n'a pas été forgé dans un séminaire dès mon jeune âge. Ma maturité d'adulte s'est forgée en dehors du milieu ecclésial même si j'avais une pratique et une foi affirmées

Je suis un religieux dominicain formé dans l'Église à un mode de relation fraternelle et non pas paternel. Je suis un frère ordonné prêtre puis évêque. Mais même comme évêque, je suis animé par la spiritualité du frère davantage que par celle du père. Je me teins à l'écart de paternité spirituelle dès lors qu'elle est institutionnalisée. De cela, je pourrai m'expliquer. Appartenant à l'ordre dominicain, et ayant été élu par mes frères prieur provincial de la Province de France, je suis marqué par le modèle démocratique de gouvernement qui tranche avec le modèle monarchique de l'Église.

Je suis évêque et pasteur d'une petite Église insérée en monde entièrement musulman. Depuis l'indépendance de l'Algérie, notre Église a connu une perte vertigineuse de pouvoir et de statut sans pour autant que le sens de sa présence et de sa mission en soit diminué. Au contraire, moins elle a été en situation de pouvoir plus la force de son témoignage évangélique s'est affirmée. L'assassinat de 19 de ses membres entre 1994 et 1996, dont l'évêque dominicain d'Oran, Mgr Pierre Claverie, et les 7 moines de Tibhirine, proclamés bienheureux le 8 décembre 2018, a été le moment de sa plus grande faiblesse et aussi de son témoignage évangélique le plus fort.

Je voudrais dans un premier temps faire un rapide rappel de l'histoire et de l'évolution récente de cette Église particulière à plus d'un titre, proche dans son contexte de l'Église du Maroc dont ont parlé les deux précédents invités de la Tribune, mais bien différente aussi.

Dans un second temps je me risquerai à quelques réflexions sur ce que pourrait être une Église plus synodale, avec aussi la place en son sein des laïcs, des femmes, des ministères, de la gouvernance, et comment nous essayons modestement de mettre en pratique ce qui est possible dans notre diocèse.

I. Un détour par l'histoire récente de l'Église catholique en Algérie

Trois grandes périodes peuvent être retenues :

De l'indépendance de l'Algérie à la décennie noire (1990-2000)

Pour comprendre d'où vient notre Église et saisir le chemin vertigineux parcouru, il faut partir de l'indépendance de l'Algérie et de l'été 1962 qui a vu les européens natifs d'Algérie, ceux qu'on appelle un peu péjorativement les *pieds noirs*, prendre le chemin de la France comme on prend le chemin de l'exil. L'Église européenne, comparable à toutes les Églises d'Europe de l'époque avait vécu. Mais ce n'était pas la fin de son histoire !

C'est en effet durant l'été 1962 que le cardinal Duval, archevêque d'Alger, très engagé en faveur d'une Algérie indépendante durant, lance l'appel à ses prêtres, religieux et religieuses qui le peuvent, à rester en Algérie pour participer à la construction de l'Algérie indépendante, notamment en maintenant ouverts les dispensaires et les écoles. On mesure aisément ce que ce geste a pu avoir de douloureux et d'incompréhensible pour un peuple chrétien qui quittait sa terre natale alors que son pasteur décidait de rester.

C'était pourtant un geste prophétique, auquel le concile Vatican II viendra donner une substance théologique dans les années qui suivront. Oui, il y avait du sens dans le fait que le Christ soit présent en son Église, même sans peuple chrétien, au milieu d'un peuple musulman. C'est ainsi qu'à la rentrée 1962, toutes les écoles étaient ouvertes pour accueillir les enfants algériens, ainsi que les dispensaires pour soigner les malades. Même si du temps a passé, la trace de ce témoignage demeure au fond des esprits

Cette Église, si elle n'est pas issue d'une minorité chrétienne ancestrale comme les Églises du Moyen Orient (l'Afrique du Nord est une des rares parties du monde où l'Église a disparu pendant des siècles), n'a finalement jamais été une Église sans peuple. D'abord parce qu'elle a toujours été au service d'une communauté chrétienne parfois réduite à sa plus simple expression, mais aussi parce qu'elle s'est sentie envoyée auprès du peuple algérien dans sa diversité. Même considérée comme une entité étrangère, l'Église catholique d'Algérie ne peut se penser autrement que comme l'Église d'un peuple, même non chrétien.

À ce peuple, elle n'a eu de cesse de se rendre présente et de se mettre à son service par les écoles et les dispensaires jusqu'à leur nationalisation dans les années 1975 et 1976 des secteurs de la santé et de l'enseignement. L'Église a connu à ce moment une nouvelle perte considérable de statut et de raison d'être. Mais ce n'était pas non plus la fin de son histoire algérienne. Elle a en effet su se rendre présente à la société par toutes sortes d'initiatives, bibliothèques, ateliers d'artisanat féminin, par la présence dans le monde du handicap, et mille initiatives laissées à la créativité de chacune et chacun. À vue humaine, cette présence peut paraître dérisoire, et quantitativement, elle l'est. Mais, même si depuis l'indépendance de l'Algérie, l'histoire de l'Église peut se lire comme une perte d'influence pour ne pas dire de pouvoir, cette dernière fait l'expérience que son témoignage n'en a que plus de poids.

Il n'empêche que, régulièrement, l'Église elle-même se pose cette question du *pourquoi* de sa présence. Cette question est autrement plus dérangeante et plus riche que celle du *comment* qui est la question la plus commune de l'Église face aux défis pastoraux à relever. Cette question du *pourquoi* est aussi, implicitement présente dans l'esprit de nombre d'Algériens : ces chrétiens qui font du bien, en apparence « gratuitement », ont forcément une idée derrière la tête, sans doute sont-ils en train de chercher à nous convertir. Et cette question est omniprésente aussi dans l'Église hors d'Algérie : que fait cette Église catholique qui ne convertit pas davantage de musulmans au christianisme ? Pourquoi ne répond-elle pas, de l'autre côté de la Méditerranée, à ce qui est perçu comme un prosélytisme musulman agressif en Europe ? Pour un peu, il faudrait donc, pour être fidèle à l'Évangile, que nous fassions en tant que chrétiens en Algérie ce qui est perçu comme une agression indélicate et conquérante ailleurs ! L'Évangile, comme le Coran, ne se transmet pas de façon indélicate et conquérante, même avec les meilleures intentions du monde, il perd son âme.

Cette question du « pourquoi » n'a pas de réponse, ou plutôt elle en a une multitude qui jamais ne l'épuise totalement. Une grande partie de la puissance évangélique de notre impuissante Église tient dans cette question sans réponse humaine définitive. Pour moi, la seule vraie réponse tient à l'acceptation d'une part de non-savoir sur la foi de l'autre, et la conviction qu'une part de la vérité sur Dieu m'échappera toujours. Cette conviction est parfaitement énoncée par Mgr Pierre Claverie, évêque d'Oran assassiné le 1^{er} août 1996 : « Nul ne possède Dieu, nul ne possède la vérité, et j'ai besoin de la vérité de l'autre ».

Une Église prise dans la tourmente

C'est cette Église *sans pourquoi*, qui a été prise dans la tourmente des années 1990-2000. Face au danger, particulièrement exposés car chrétiens, étrangers et souvent engagés sur des lieux de précarité, les membres de l'Église ont naturellement continué à vivre leur humble vie quotidienne, de moines, de responsables de bibliothèques, d'enseignants, de couturières dans des ateliers d'artisanat féminin, d'évêques. Entre le 8 mai 1994 et le 1^{er} août 1996, dix-neuf ont perdu la vie, mais tous l'ont risquée.

Après des hésitations, la décision a été d'engager un procès diocésain en béatification pour les dix-neuf ensemble ou pour personne. Ce choix très unanime voulait signifier que c'était le témoignage d'une Église dans son ensemble qui était mis en lumière, davantage que celui de personnes individuelles. Les vies de dix-neuf ont été prises, mais tous les membres de l'Église ont risqué la leur au quotidien pendant des années.

Le Pape François, bouleversant toutes les prévisions, a considérablement accéléré le calendrier et la béatification a été célébrée à Oran le 8 décembre 2018, soit vingt ans après les faits (!), dessinant selon ses mots « un grand signe de fraternité dans le ciel d'Algérie » !

L'Église d'Algérie des années 2000 à nos jours

Notre Église en Algérie, depuis l'indépendance du pays jusqu'aux années 2000, était une Église militante, essentiellement composée de religieux, religieuses et prêtres, tous engagés au service de la société dans un esprit non-prosélyte. En dépit de son engagement dans la société, il nous faut

reconnaître que cette Église presque sans peuple était une Église de « professionnels » de la religion, en fait une Église très cléricale (même si paradoxalement l'ensemble des prêtres se vivaient comme plutôt anticléricaux !) dans laquelle des laïcs en petit nombre avaient peu de chance de faire entendre leur voix.

Depuis les années 2000, la composition sociologique de notre Église a notablement évoluée. Elle s'est considérablement internationalisée, à commencer par les religieux et religieuses envoyés par les congrégations existantes et par l'arrivée de congrégations nouvelles essentiellement subsahariennes. Le moindre de nos rassemblements diocésains rassemble au moins une trentaine de nationalités. A cette internationalisation, s'est ajoutée l'arrivée de laïcs subsahariens, étudiants boursiers ou migrants, et d'un petit nombre de chrétiens algériens. Les uns et les autres, d'abord accueillis au sein de l'Église en sont rapidement devenus de nouvelles pierres vivantes et structurantes de notre Église. Etant nommé pasteur du diocèse d'Alger durant la phase diocésaine du synode sur la synodalité, j'ai été témoin d'un désir de davantage d'engagement et d'un plus grand partage des responsabilités, avec l'inévitable choc des cultures que cet engagement suppose.

Nous avons voulu que cette aspiration trouve un écho direct dans la composition des différents conseils épiscopal, économique et pastoral. Ces conseils, de quasiment exclusivement composés de clercs ou de consacré.e.s, se sont d'un coup retrouvés enrichis de la présence de laïcs algériens presque à parité. Ce nouvel équilibre s'est trouvé doublé, sans l'avoir vraiment cherché, par une quasi-parité hommes-femmes.

Pour compléter ce tableau, il se trouve que la curie diocésaine, l'organe de décision et d'administration au quotidien, composée de l'évêque, du vicaire général, de l'économe, de l'économe-adjointe, de la secrétaire générale et de la déléguée à la diaconie compte, là encore sans que nous l'ayons particulièrement recherché, deux hommes, l'évêque et le vicaire général, et quatre femmes ! L'entre-soi a volé en éclats pour le meilleur, pas toujours pour le plus facile. Ce qui paraissait inconcevable hier apparaît très vite comme une évidence, et les retours en arrière comme inconcevables.

Nous l'avons vu, notre Église en Algérie s'honore d'une histoire impressionnante de densité humaine et spirituelle écrite par la vie de géants, tel le cardinal Duval, le bienheureux Pierre Claverie, les moines de Tibhirine et leurs onze autres compagnes et compagnons martyrs. Ils ne sont que l'écume des acteurs et actrices anonymes de cette histoire. Riche de ce passé récent, nous avons fortement conscience d'être des nains juchés sur des épaules de géants. Mais en même temps, l'évidence est là que cette Église de géants, au regard de la profonde mutation synodale de l'Église universelle, appartient désormais à un passé révolu.

II. Quelques considérations plus personnelles sur l'aspiration à une Église plus synodale

La synodalité de l'Église touche directement à la question de son rapport au monde. C'est vraiment pour moi la révolution du Pape François que d'avoir engagé l'Église universelle à sortir d'elle-même et à s'engager pleinement dans le monde auquel elle est envoyée. Je ne citerai parmi tant d'initiatives que les encycliques *Laudato Si'*, *Fratelli tutti*, le manifeste sur la fraternité humaine co-signé avec le Grand Iman d'Al Azhar, la révolution sociologique du collège des cardinaux avec le non-respect de la règle des sièges dits cardinalices... Dans le rapport au monde, et notamment au monde

non-chrétien, l'expérience de notre Église en Algérie s'est trouvée profondément rejointe par les aspirations du Pape François.

Je voudrais pour terminer évoquer mon ma conviction profonde que le témoignage que l'Église a à donner au monde est celui de la fraternité. Je voudrais montrer que ce témoignage est intimement lié à deux défis à relever : son mode de gouvernement et le rôle et la place des femmes en son sein. Les deux questions sont intrinsèquement liées

Le mode de gouvernement

Le principe d'organisation hiérarchique de l'Église est d'inspiration monarchique...étant sauve la succession héréditaire ! Tous les symboles sont là : lors de sa consécration (son sacre !) l'évêque est oing comme un roi, il reçoit un anneau, un sceptre (la crosse), une couronne (la mitre), il est installé sur un trône (la cathèdre), il choisit des armoiries comme un noble C'est l'organisation humaine qui est depuis presque l'origine la garante de l'unité, et elle a plutôt fait ses preuves. En tous les cas, nous sommes cela, il importe d'en avoir conscience et de ne pas sacraliser à l'excès ce qui n'a pas à l'être. Cette sacralisation d'un modèle de gouvernement est à la racine du cléricalisme. Ce système d'organisation d'inspiration monarchique n'exclut pas en son sein des fonctionnements et des instances plus démocratiques à l'instar des monarchies modernes. Les modèles de gouvernance dans la vie religieuse peuvent être inspirants : beaucoup de décisions sont prises par des chapitres ou des conseils élus, et les limitations au pouvoir de décision des supérieurs ne retirent rien à leur pouvoir symbolique.

La dynamique synodale ne va pas s'arrêter, elle va s'étendre et se répandre à tous les niveaux de l'Église. Elle peut le faire sans pour autant remettre en cause sa structure sacramentelle (la question est plus complexe pour tout ce qui touche au sacrement de l'Ordre). Tout retour en arrière apparaîtra vite complètement anachronique et impossible. Ma conviction profonde est que la responsabilité dans l'Église, qui ne peut être réduite à une caricature trop facile de recherche de pouvoir, augmente en même temps qu'elle se partage. Partager la responsabilité c'est l'augmenter et notre Église souffre d'un grand déficit de prise de responsabilité.

On dit souvent qu'il serait aujourd'hui impossible de réunir un concile au niveau de l'Église universelle en raison de la difficulté matérielle à rassembler plus de 5000 évêques. Mais là n'est plus la question. L'image de la salle Paul VI, pendant le synode, avec des cardinaux, des évêques, des prêtres, des religieux et des religieuses, des laïcs, hommes et femmes, autour des tables sur un même plan manifeste un basculement d'époque, la prise de conscience qu'il est devenu impossible de décider seulement entre évêques. D'une certaine manière, le synode sur la synodalité a très naturellement rendu obsolète la perspective d'un concile Vatican III ! Qui pourrait aujourd'hui imaginer que l'avenir de l'Église puisse se discerner dans une assemblée d'évêques seulement ?

Le rôle et la place des femmes

Dans notre représentation, l'Église est par définition atemporelle, une Église patriarcale hors des courants, des modes et des outrages du temps. Or, en l'absence d'une implication beaucoup plus forte des femmes dans des fonctions de responsabilité et de visibilité, notre Église court paradoxalement le risque de devenir une Église démodée, non pas atemporelle mais anachronique et dépassée dans son organisation. L'Église catholique, c'est-à-dire universelle, si elle n'est pas du monde est bien inscrite dans le monde et elle ne peut pas se réfugier dans une logique de niche auto référencée par rapport au monde. Ou alors, elle renonce à être pleinement catholique !

La question des responsabilités des laïcs et donc aussi des femmes a été largement soulevée lors des consultations diocésaines qui ont précédé le synode : aujourd'hui le problème saute aux yeux. Dans les dicastères du Vatican où les femmes commencent à être plus nombreuses qu'autrefois, et où elles occupent de plus hautes responsabilités, l'atmosphère est radicalement différente. Il suffit de quelques femmes pour que, déjà, la curie ne soit plus cet entre soi clérical malheureusement si facilement stigmatisable.

En fait, la vocation féminine dans l'Église est traditionnellement pensée en termes de complémentarité. Ce n'est plus suffisant, il faut aussi la penser en termes d'altérité. La vocation féminine vaut par elle-même. Cette dimension d'altérité est à présent très présente dans la vie conjugale. Les tâches sont partagées, les deux parents peuvent travailler, s'occuper des enfants... Chacun les accomplit dans sa différence de sexe, de caractère... Ce sont les mêmes tâches effectuées différemment. C'est vrai pour tous les domaines de la société. Comment penser qu'il ne puisse pas y avoir un écho de cette évolution sociétale au sein de l'Église dans la façon dont sont exercés les charismes et les ministères, dans le respect de la tradition qui n'est pas un corps mort mais un corps vivant, à la fois immobile et toujours en mouvement.

En conclusion, la Fraternité comme figure majeure de l'Église

Cette question de l'altérité renvoie à celle de la fraternité. En effet, la fraternité à la fois requiert et rend possible l'altérité. Ce n'est pas tout à fait le cas de la paternité spirituelle. Je crois à la paternité spirituelle, en tant que frère dominicain en formation j'en ai fait l'expérience. Mais cette paternité spirituelle, je l'ai reçue d'un frère, d'un alter-ego autrement plus avancé que moi dans la vie religieuse, et aussi dans la sainteté. S'il n'était pas décédé avant, j'aurais pu être son prieur provincial. J'ai plus de mal avec la paternité spirituelle institutionnalisée, fondement du cléricalisme. Dans cette paternité spirituelle institutionnalisée, les rôles ne s'inversent jamais à la différence de la paternité dans la vraie vie où les relations ne cessent d'évoluer entre des parents et des enfants sur l'ensemble d'une vie. Un jour, les enfants prennent soin des parents. Il en va différemment du patriarche qui conserve son autorité jusqu'à la mort. Et dans ce sens, la paternité spirituelle institutionnalisée me semble davantage un modèle patriarcal que paternel. La fraternité, comme dans une vraie fratrie, rend possible toutes les formes de relations. Une grande sœur pourra avoir un temps un rôle maternel vis-à-vis de son petit frère. Il en restera toujours quelque chose, mais chacun vivra l'altérité fondamentale qu'ils ont reçue du fait d'être l'une et l'autre enfants de mêmes parents. La vie se chargera de faire évoluer leur lien, et peut-être un moment de l'inverser.

Je crois profondément que notre Église a davantage à se penser comme une communauté de frères et de sœurs. C'est le témoignage le plus haut qu'elle puisse donner au monde. Davantage qu'une lutte de pouvoir, le rééquilibrage nécessaire entre clercs et laïcs, entre hommes et femmes est un enjeu d'altérité et de fraternité. Si j'aime être appelé frère plutôt que père ou monseigneur, ce n'est pas par fausse modestie ou coquetterie, c'est précisément en raison de cet enjeu d'altérité qui ne relève pas d'un choix mais d'une évidence : j'ai besoin des frères et des sœurs de mon diocèse, comme j'avais besoin de mes frères dominicains pour être ce que je suis pour eux.

+ fr. Jean-Paul Vesco op, Archevêque d'Alger